

Ordre social

Réguler la mondialisation : c'est devenu, depuis que la crise a mis en cause les grands principes du libéralisme, la priorité de Nicolas Sarkozy. Lundi 15 juin, à Genève, à l'occasion du 90e anniversaire de l'Organisation internationale du travail (OIT), le président de la République a trouvé des accents dignes d'un Lula pour dénoncer " la marchandisation du monde". "Face à un capitalisme financier devenu fou à force de n'être soumis à aucune règle et dont on commence à mesurer à quel point il peut être destructeur, a-t-il lancé devant les représentants des 183 pays membres de l'OIT, est-il bien raisonnable d'attendre encore?".

Dénonçant l'" obsession " de la rentabilité à court terme des marchés financiers, M. Sarkozy a rejeté une mondialisation qui " a mis le droit du commerce au-dessus de tout ". " La santé, l'éducation, la culture, la biodiversité, le climat, le travail ne sont pas des marchandises comme les autres ", a-t-il souligné à juste titre en plaidant pour des " règles qui deviennent des normes et qui s'imposent à tous ". S'appuyant sur d'anciennes revendications syndicales, M. Sarkozy a tracé les contours d'un " ordre mondial plus respectueux de l'homme " sur le plan social et environnemental.

A l'exception de l'aile libérale du patronat, M. Sarkozy recueillera un large consensus sur l'idée d'une " révolution dans la gouvernance mondiale pour que les normes qui sont inscrites dans les accords internationaux soient effectivement appliquées ". Le chef de l'Etat a raison quand il préconise que l'OIT soit obligatoirement saisie chaque fois que, dans un contentieux impliquant des Etats, une question relative au respect des droits fondamentaux du travail serait posée. Il en sera de même pour l'Organisation mondiale pour l'environnement sur le " dumping environnemental ".

Si, selon les chiffres de l'OCDE, 1,8 milliard de personnes, soit plus de la moitié de la population active mondiale, travaillent sans contrat de travail ni prestations sociales, c'est parce que beaucoup d'Etats ne respectent pas les normes de l'OIT, même quand ils signent ses conventions. Il ne s'agit pas que des pays émergents. Les Etats-Unis ont ratifié peu de conventions de l'OIT. La France elle-même n'est pas exempte de contradictions, dès qu'il s'agit d'expérimenter et de développer de nouvelles formes d'emplois plus précaires. Comme Jacques Chirac, M. Sarkozy peut parler à gauche dans les enceintes internationales et mener une politique libérale chez lui. Si le travail " n'est pas une marchandise comme les autres ", n'est-il pas nécessaire, en France aussi, de préserver les règles qui le protègent?